

Communiqué de presse relatif à la séance d'information du 29.05.2012

## **Rapprocher l'activité de l'administration des citoyens grâce aux coopérations dans le domaine de la cyberadministration**

*Berne, le 29 mai 2012* Communément appelées partenariats public-privé, les coopérations entre les pouvoirs publics et le secteur privé sont également envisageables dans le domaine de la cyberadministration. Comme l'ont démontré plusieurs intervenants du monde de l'administration et de l'économie privée à l'occasion d'une séance d'information organisée par l'Association PPP Suisse, ce secteur recèle un immense potentiel qu'il faudrait davantage exploiter dans l'intérêt du pays.

### **Utilisation des moyens électroniques: la Suisse en retard au niveau international**

La Suisse accuse encore du retard en matière d'exécution des processus d'information, de communication et de transaction au sein ou entre les institutions publiques ainsi qu'entre ces dernières et les citoyens. Pour rattraper ce retard, «E-Government Suisse», le programme mené conjointement par la Confédération, les cantons et les communes, a pour but de rapprocher les activités de l'administration des citoyens et de les rendre aussi économiques que possible.

Le «Guide pour les partenariats public-privé (PPP) dans le domaine de la cyberadministration et des TIC», présenté en mai en version française, a été conçu afin d'assister les décideurs et les chefs de projet de l'administration et de l'économie et leur exposer des modèles de coopération appliqués en pratique. La réalisation du guide a été accompagnée par la Direction opérationnelle E-Government Suisse avec le soutien financier d'économiesuisse, l'association faîtière de l'économie, et La Poste Suisse. Conçu et présenté par son auteur Urs Bolz, avec le soutien d'autres experts, ce guide a été aujourd'hui au centre d'une séance d'information organisée à Berne par l'Association PPP Suisse. Les questions complexes y sont structurées et expliquées dans leur contexte. Des listes de contrôle pratiques et des aides à la prise de décision permettent au chef de projet de l'administration d'évaluer à temps si un projet est indiqué pour une collaboration avec l'économie. Urs Bolz et Lorenz Bösch, président de l'Association PPP Suisse, ont formulé à Berne l'espoir que le nouveau guide conduise à la conclusion de nombreux partenariats public-privé en Suisse.

### **Le problème ne réside pas dans la taille de l'unité administrative**

Pour Roland Kuttruff, président de la commune de Tobel-Tägerschen TG, président de l'Association des communes thurgoviennes et représentant des communes au sein du comité de pilotage eGovernment de la Confédération, la cyberadministration doit bénéficier à tous: administrations, population et économie. Selon ce dernier, les structures actuelles et les solutions partielles déjà disponibles doivent être coordonnées pour atteindre un objectif commun. Il faut pour cela prendre en compte la très grande diversité des structures, finances et ressources. «L'utilité de la cyberadministration ne sera optimale qu'à la condition que tous les acteurs puissent y être associés. Les solutions ne doivent pas se heurter à la question de taille de l'unité administrative» a ajouté Roland Kuttruff.

## **Un intérêt d'ordre économique également**

À l'aide de l'exemple de l'attribution de l'EWID dans le cadre de l'harmonisation des registres engagée en 2008 et 2011 entre la Poste, la Confédération et divers cantons, Stefan Walser, chef du secteur administratif au sein de La Poste Suisse, a présenté les expériences pratiques qu'il juge positives. Selon lui, il existe un immense potentiel dans le domaine de la cyberéconomie. En comparaison internationale, les études montrent que la Suisse occupe le haut du classement en matière de compétitivité, qu'elle se classe dans la moyenne au niveau de l'e-readiness, c.-à-d. la capacité à entrer dans l'ère numérique, et se retrouve en queue de peloton en matière de cyberadministration. Pour Stefan Walser, il faut recourir à de nouvelles infrastructures techniques et à de nouvelles procédures afin de renforcer l'utilisation de l'informatique dans les relations entre l'État, l'économie et les citoyens. Les activités d'un pays de services pourront ainsi être soutenues et la productivité pourra dans le même temps être augmentée.

## **Judicieux sur le plan social**

Pour Peter Grütter, président de l'asut, l'Association suisse des télécommunications et Distinguished Fellow de Cisco Systems, «la cyberadministration, la télésanté, l'e-éducation, la tendance open data, le réseau smart grid, le développement des smart cities ou villes intelligentes, etc. montrent clairement combien les technologies de l'information et de la communication ont profondément chamboulé notre société!» Et ce dernier d'ajouter: «La répartition traditionnelle des rôles entre l'État et l'économie, à savoir l'interaction entre le secteur public et le secteur privé, la société civile ainsi que les citoyens, est actuellement en pleine refonte. Davantage orientée vers les forces respectives de chacun que vers les principes d'une organisation hiérarchique. Envisager les tâches de manière conjointe et interconnectée se révèle plus efficace et plus économique qu'une méthode hiérarchisée et centralisée. Il s'agit là du moteur des partenariats modernes qui s'appuient sur les nouvelles technologies. Et c'est aussi une méthode typiquement fédérale.»

Lors de l'assemblée générale de l'Association PPP Suisse qui a précédé la séance d'information sur la cyberadministration, le comité de l'Association a été renforcé par la cooptation de Jean-Hugues Busslinger, directeur du Centre Patronal de Paudex. Le Centre Patronal représente les intérêts des organisations d'employeurs, des associations professionnelles et d'autres institutions.

### Pour de plus amples informations:

Lorenz Bösch, Président de l'Association PPP Suisse 079 426 54 19

Heinz Gut, Directeur de l'Association PPP Suisse 079 400 57 09